

**CONVENTION EN CONTREPARTIE D'UNE SUBVENTION POUR SURCHARGE FONCIERE**  
**ENTRE LA COMMUNE DU MESNIL SAINT DENIS ET IMMOBILIERE 3F**

Construction de 15 logements collectifs  
Financement (7 PLUS – 5 PLAI – 3 PLS  
COMMUNE du Mesnil Saint-Denis (78320)  
3 Avenue Charles de Gaulle

ENTRE

La Commune, représentée par **Christophe BUHOT**, Maire de la commune du Mesnil Saint-Denis agissant au nom de ladite Commune, en vertu d'une délibération de son l'instance le conseil municipal, en date du .../.../2023.

ci-après dénommé la « commune »

D'UNE PART

ET

Immobilier 3F, société anonyme d'habitation à loyer modéré, au capital de 483 363 921,60 € dont le siège social est sis 159 rue Nationale - 75013 PARIS représentée par Madame Isabelle PORTIER, Directrice de la DCIF Agence Nord-Ouest, pour Immobilier 3F, société anonyme d'habitation à loyer modéré, agissant en exécution d'une délégation de pouvoirs en date du 15 juillet 2019 de Madame Maud COLLIGNON, Directrice de la Construction Ile-de-France, elle-même habilitée à déléguer ses pouvoirs en vertu de la délégation qui lui a été donnée le 5 juin 2019 par Monsieur Pierre PAULOT, Directeur de la Maîtrise d'Ouvrage, lui-même habilité à déléguer ses pouvoirs en vertu de la délégation qui lui a été donnée le 1<sup>er</sup> juillet 2020 par Madame Valérie FOURNIER, Directrice Générale de la société, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration du 25 juin 2020.

ci-après dénommé la « la société »

D'AUTRE PART

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

Dans le respect et en application des articles du CCH R 441 -5- 4 CCH et L 441-1 alinéa 18, la société a obtenu de la commune de LE MESNIL SAINT DENIS par délibération du Conseil Municipal en date du .../.../2023 une subvention pour surcharge foncière d'un montant de 40.000 € destinée à la construction de 15 logements collectifs situés au 3 Avenue Charles de Gaulle et qui seront financés comme suit : 7 PLUS - 5 PLAI - 3 PLS.

**ARTICLE 1<sup>er</sup> – OBJET ET DURÉE**

En contrepartie de la subvention pour surcharge foncière d'un montant de 40.000 € octroyée par la Commune, la société s'engage à lui réserver pendant 40 ans des droits de réservation en flux au titre du logement délocalisé comme suit :

Numéro logement	Type	SHAB	Surfaces Annexes	SU	Financement
1124	T2	45,65			PLUS

Cette convention porte sur un montant total de surcharge foncière de 40.000 €

**ARTICLE 2 – PREMIÈRE DÉSIGNATION**

A partir de la notification de la date de livraison des logements, qui devra être confirmée en temps opportun par la société, la commune aura un délai de trois mois, avec franchise de loyer, pour désigner en première attribution les bénéficiaires des logements visés à l'article 1 en adressant un dossier de candidature des pièces nécessaires à son étude.

Au delà du délai de franchise visé ci-dessus, la commune s'engage à remettre à la société anonyme d'habitation à loyer modéré le ou les logements non attribués.

### **ARTICLE 3 – DESIGNATIONS APRES PREMIERE DESIGNATION**

La société s'engage, conformément à l'article L 441-1 du Code de la construction et de l'habitation, à proposer au réservataire, sous forme de droits de désignation unique, l'équivalent de ces droits de réservation en flux acquis au titre de cette opération, sur le périmètre territorial de la future convention cadre en gestion en flux, laquelle formera un tout indivisible avec les présentes.

La société avisera par lettre la commune des vacances de logements afférentes aux droits de réservation de la présente convention

Cet avis fera apparaître :

- les conditions de relocation,
- les modalités de visite,
- la date à laquelle le logement sera libre de tout occupant,
- la date à laquelle le délai de préavis du locataire sortant expire.

Dès réception de cet avis, la commune disposera d'un délai d'un mois avec franchise de loyer, pour désigner un candidat et transmettre un dossier complet, sous réserve que les dispositions visées au deuxième alinéa du présent article aient été respectées (Article L 441-1 du CCH modifié par le décret du 20 février 2020 et la Loi du 25 novembre 2021).

A défaut de validation par la Commission d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des logements de la première liste de candidats soumise, la collectivité disposera d'un délai supplémentaire de 8 jours pour proposer une seconde liste de candidats.

Au-delà du délai de franchise, la commune s'engage à remettre à la société anonyme d'habitation à loyer modéré le logement-

### **ARTICLE 4 – CONDITIONS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

Le versement de la subvention pour surcharge foncière aura lieu en une fois au plus tard le 31 décembre 2023.

### **ARTICLE 5 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fera l'objet d'un avenant qui devra être approuvé par chacune des parties.

### **ARTICLE 6 : CONTENTIEUX**

Pour tout litige pouvant survenir dans l'interprétation ou application des clauses de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher tout moyen d'accord amiable, préalablement à tout recours auprès du Tribunal Administratif compétent.

Convention établie en 2 exemplaires

Signatures des parties :

Ville du Mesnil Saint-Denis

Fait à Paris, le

IMMOBILIERE 3F  
Isabelle PORTIER  
Directrice DCIF Agence Nord-Ouest